

Rapport

d'activité

2020

2021

Directrice de publication

Emilie Gardeur

Auteur.e.s

Rapport réalisé par l'équipe de l'ORS Grand Est

Mise en page

Cécile Joie

Date de publication

Juin 2023

Rapport moral	Page 6
---------------	--------

1. L'ORS GRAND EST page 9

Nos missions	Page 11
Une équipe pluridisciplinaire	Page 12
Notre réseau national	Page 13
Les membres du conseil d'administration	Page 14
Les membres du bureau	Page 15
Nos partenaires	Page 16

2. LES FAITS MARQUANTS page 19

La première journée des ORS	Page 20
Les 20 ans du registre REIN	Page 22

3. NOS ETUDES page 25

Appui à la décision et évaluation	Page 26
Public spécifique	Page 27
<i>« Parcours des patients précocement atteints de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées »</i>	Page 28
Diagnostic, observation	Page 30
<i>« Cartographie des diagnostics territoriaux sur l'offre des programmes d'ETP en Grand Est »</i>	Page 32
<i>« Mise à jour des portraits EPCI »</i>	Page 33
Santé environnement	Page 34
<i>« Exemple de résultats issus des travaux PRSE »</i>	Page 35
Santé mentale, santé mentale au travail	Page 36
<i>« Psicocap »</i>	Page 37
Addictologie, démocratie en santé	Page 38
<i>« Ma santé, mes droits : je m'exprime ! » Consultation des habitants du Grand Est</i>	Page 39

Mesdames, Messieurs les administrateur(e)s,
Mesdames et Messieurs les membres du bureau,

Madame la directrice, chère Emilie,

Très cher(e)s salarié(e)s,

Chers tous,

L'exercice du rapport moral est toujours déroutant en cela qu'il vient dire en milieu d'année en cours ce qui s'est produit une année entière auparavant.

Pour autant, rappelons que notre territoire d'intervention de l'ORS Grand Est est bien celui de notre si grande région Grand Est riche de ses 10 départements et 5 525 291 habitants (source Eurostat 2019). Ce 5^{ème} rapport 2022 intervient dans un monde encore marqué par la sortie de crise de la pandémie de la Covid-19 et ses multiples conséquences notamment pour les ORS en termes de reprises d'études de terrain, de finalisation de travaux interrompus par la crise, de fin de contrat Interreg.

Une activité soutenue en lien avec nos missions.

Vous allez le constater lors des présentations suivantes, l'activité de l'ORS Grand Est reste diverse, variée, importante, et si l'on compare le nombre d'études réalisées au regard du nombre de salariés, permanent et non permanent, stagiaires tous corpus (masters) et interne de santé publique, on pourra constater que le résultat en est toujours particulièrement remarquable et impressionnant.

Activité constante, que l'on doit pour une large partie au soutien sans faille et ponctuels de nos partenaires historiques.

Ce soutien de nos partenaires dans la durée se concrétise par la mise en place de contrat/convention triennaux ce qui n'est pas sans lien avec la qualité du travail réalisé cette année par notre équipe, du travail de nos chargés d'études qui reste le cœur de métier de notre Observatoire et des directeurs d'études, ou encore le travail au combien essentiel de nos deux « super assistantes ».

Qu'il me soit permis également de souligner l'engagement et la mobilisation des membres de notre bureau qui n'hésitent pas à porter au dehors la voix de notre association chaque fois que l'occasion s'en présente.

Les principaux événements et faits marquants de 2022.

Travail d'équipe pluridisciplinaire de professionnels reconnus (titulaires de licences, masters, doctorats) nos forces proviennent aussi de la richesse de nos interlocuteurs et financeurs.

Je ne peux que souligner la qualité des relations entre nous et l'ARS Grand Est, empreint d'estime et de confiance réciproque, le soutien indéfectible mais aussi motivant car interrogeant et accompagnant nos pratiques de Santé publique France, de l'Eurométropole de Strasbourg, et beaucoup d'autres acteurs que vous découvrirez dans le rapport d'activité. Au nom des membres du CA et du bureau, je tiens à remercier chacune des structures, associations, organisations, organismes, hôpitaux...tous ceux qui partagent le souci de la meilleure santé possible de nos concitoyens.

De nombreux défis et besoins à relever dans les années qui viennent.

Notre environnement est devenu de plus en plus concurrentiel. D'anciens partenaires associatifs, de nouveaux cabinets d'études privés, de nombreux acteurs s'intéressent à la santé en territoires, et c'est tant mieux pour chaque habitant du territoire ... mais il nous faut faire face à cette logique économique et concurrentielle, notamment *via* les Appels à projets (AAP) qui sont peuvent parfois devenir la règle, rappeler la plus-value des Observatoires régionaux de santé. Notre ORS Grand Est porte des valeurs et une éthique : indépendance, rigueur scientifique et protection des données, impartialité dans l'analyse des données, participation à un réseau d'expertise national et international, suivi dans la durée de l'évolution des indicateurs de santé, proximité et bonne connaissance des acteurs de terrain, qualité des études et contrôle qualité, transparence des coûts, formation permanente de nos chargés d'études, ceci est nécessaire à notre développement.

L'exercice 2022 est un exercice abouti du point de vue comptable, les engagements de recréer des fonds propres positifs, nécessaires à notre survie ont été réalisés et atteints.

Pour 2023, aujourd'hui donc, comment évoluer tous ensemble vers toujours autant de qualité et de dynamisme sans s'épuiser et en maintenant des conditions de bien-être au travail que nous devons à nos salariés, comment pérenniser les équilibres financiers et se confronter à la concurrence de plus en plus rude en gardant nos principes énoncés précédemment ? Autant de questionnements et de sujets auxquels il convient d'apporter des réponses concrètes, réalistes et soutenables financièrement.

Enfin et avant de conclure ce rapide rapport moral, au nom des membres de l'association ORS-Grand Est, je tiens à exprimer nos remerciements à M. Boyette maintenant remplacé en 2023 par Madame Sandrine Clévy de la BPALC et à Lorraine Active, à nos CAC, Monsieur Frédéric Trapp et Madame Delphine Trapp. Toute notre gratitude et nos remerciements à Messieurs Joseph Losson et Gérard Houot d'avoir suivi de très près nos finances, leur aide précieuse dans le montage de nos dossiers nous assure encore plus et mieux une situation de trésorerie saine.

En conclusion et en votre nom à toutes et tous, un immense Merci à l'ensemble de l'équipe de l'ORS Grand Est, chargé.es d'études, assistantes, directions pour le formidable travail accompli.

**Pour les membres du bureau,
Pr. JY Pabst, président de l'ORS Grand Est
Strasbourg, le 28 juin 2023.**



1

L'ORS

GRAND EST

L'ORS EN
2022 C'EST ...

15
SALARIE.E.S

1
équipe
pluridisciplinaire

Lancement de
la page
LinkedIn de
l'ORS

12 282
visites sur le
site internet
(+14% par rapport à
2021)

36 027
PAGES CONSULTÉES

4 862
DOCUMENTS
TÉLÉCHARGÉS

45 articles
d'actualités

45 études

16 finalisées
13 nouvellement
engagées

Des
partenaires
et
financeurs

1
réseau
national

La participation
à
8
groupes
inter-ORS

4 BUREAUX
2 CONSEILS
D'ADMINISTRATION
1 ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE

Un peu d'histoire ...

Créé fin 2017, l'Observatoire régional de la santé Grand Est (ORS Grand Est) est issu de la fusion des ORS Alsace et Lorraine, tous deux forts d'une expérience de plus de 40 ans d'observation en santé publique dans la région.

Cette association à but non lucratif, est régie par les articles 21 à 79 - III du Code civil local et est inscrite au registre des associations du tribunal d'instance de Strasbourg. Son siège est actuellement à Strasbourg.

Et aujourd'hui l'ORS Grand Est c'est :

Améliorer la connaissance de l'état de santé, des besoins de la population, analyser les déterminants de santé.

Aider à la décision, à l'action et à l'évaluation en santé publique et contribuer à améliorer l'état de santé et réduire les inégalités de santé.

Observer dans le Grand Est, aux différentes échelles pertinentes : Région, départements, EPCI, communes, quartiers.

Diffuser l'information aux décideurs, aux professionnels et au public.

Nos travaux consistent en :

Des approches quantitatives

Collecter, produire, exploiter des indicateurs (issus de bases de données, d'enquêtes, de contacts avec des producteurs, de recherches documentaires).

Un élément central (mais pas l'unique) concerne, en tant qu'Observatoire régional de la santé, **l'accès aux bases de données de santé** (données sensibles, à caractère personnel) via le **Système national des données de santé (SNDS)**.

Des approches qualitatives

Engager des démarches compréhensives (qui donnent du sens), des diagnostics partagés (entretiens individuels, collectifs, observations de terrain, etc.).

Mais aussi une culture santé publique et promotion de la santé

Nos travaux s'intéressent à l'ensemble des facteurs qui influencent notre état de santé (déterminants de santé) et s'appuient sur les définitions de l'OMS et la charte d'Ottawa.

Les observatoires régionaux de santé sont des organismes disposant d'accès permanents à la plateforme du Système national des données de santé (SNDS) mettant à disposition de nombreuses données (à caractère personnel) issues des remboursements de l'Assurance Maladie et permettant ainsi, d'envisager la production d'indicateurs relatifs à l'état de santé de la population et, l'analyse de leur variation dans le temps et dans l'espace, mais également, au recours aux soins des populations. (Décret n° 2016-1871 du 26 décembre 2016 relatif au traitement de données à caractère personnel dénommé « système national des données de santé »).

Pour en savoir plus,

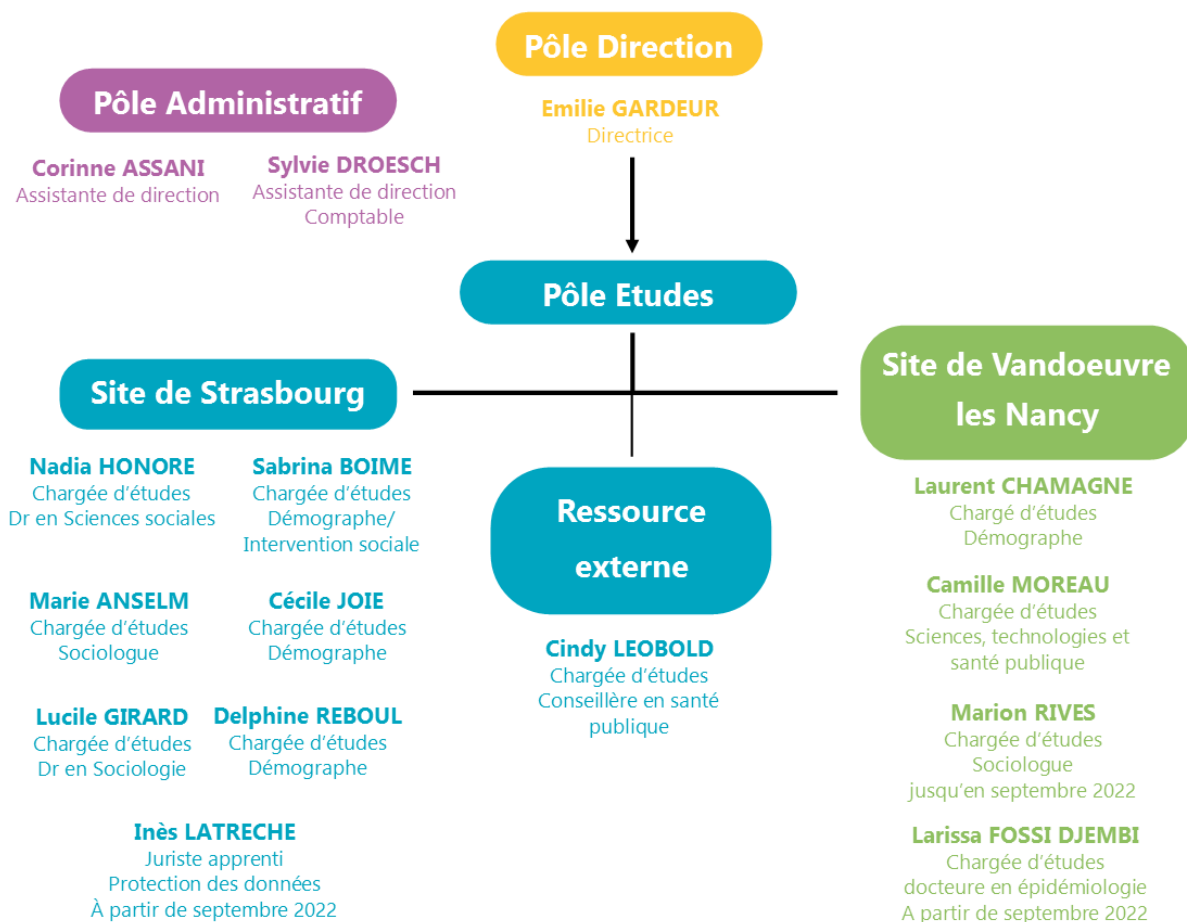


Un appui à la décision : les ORS à l'interface entre le champ de la recherche et celui de l'action publique

Julien Giraud, Bernard Ledésert

DANS SANTÉ PUBLIQUE 2022/3 (Vol. 34), PAGES 329 À 332

Notre organigramme fin 2022



Nous avons accueilli

Un Docteur junior en Santé publique

Mihaela Mihai du 02/05/2022 au
30/04/2023

Un interne en santé publique :

Bertrand Galet du 02/05/2022 au
31/10/2022

Une apprentie en Master Droit et gouvernance des données de santé

Inès Latrèche du 12/09/2022 au
08/09/2023

Deux stagiaires de la filière démographie :

Kenan Rossbach du 01/02/2022 au
31/07/2022

Abdoul Mama du 11/07/2022 au
31/08/2022

Un stagiaire de la filière sociologie :

Mamoudou Kourdiou Diallo du
01/02/2022 au 31/08/2022

La participation de l'ORS Grand Est au réseau des ORS

En 2022, l'ORS a poursuivi sa participation aux différents groupes de travail de la Fnors et inter-ORS

Système national des données
de santé SNDS

Laurent Chamagne

Règlement pour la protection des
données RGPD

Sabrina Boime

Groupe EIS

Nadia Honoré

Documentation

Corinne Assani, Sylvie
Droesch

Communication

Nadia Honoré

Groupe Santé-
environnement

Lucile Girard, Nadia
Honoré



Participation à la rédaction d'un
numéro de la revue *Épitomé*

Lucile Girard

Indicateurs santé
environnement de Score Santé

Emilie Gardeur, Cécile Joie

Et s'est également impliqué dans des travaux inter-ORS /Fnors :

- Enquête en collaboration avec l'Onaps
(Observatoire national de l'activité physique et
de la sédentarité) sur les activités physiques et
sportives des personnes en situation de handi-
cap vivant à domicile

[https://ors-ge.org/actualites/appel-
participation-pratiques-dactivites-physiques-et-
-sportives-des-personnes-en](https://ors-ge.org/actualites/appel-participation-pratiques-dactivites-physiques-et-sportives-des-personnes-en)

- Participation à une étude en cours de finali-
sation visant à rechercher des singularités
hommes femmes face aux souffrances men-
tales au travail pour le compte de la Drees /
Dares

<https://ors-ge.org/actualites/appel->

[temoignage-souffrances-mentales-liees-au-
travail-personnel-soignant](#)

- Elaboration d'une publication thématique
dans le cadre de SCORE-Santé, intitulé :
« Environnement, un déterminant pour la san-
té » qui contextualise les indicateurs présentés
dans le chapitre Environnement du
site scoresante.org.

[https://ors-ge.org/actualites/score-sante-
environnement-un-determinant-pour-la-sante](https://ors-ge.org/actualites/score-sante-environnement-un-determinant-pour-la-sante)

Membres de droit

Dr Alexandre FELTZ	Conseiller eurométropolitain – Adjoint à la mairie de Strasbourg – chargé de la santé publique et environnementale
Mme Françoise MAGER	Présidente de l'URIOPSS Grand Est
Dr Henri METZGER	Conseiller Municipal Délégué à la Santé -Ville de Mulhouse
M. Maxime ROUCHON	Directeur de la CPAM du Bas-Rhin et Coordonnateur Assurance Maladie du Grand Est
Pr Simon SCHRAUB	Vice-Président du Comité du Bas-Rhin de la Ligue contre le cancer

Personnes morales physiques et qualifiées

Mme Pia BUCCIARELLI	Directrice du Centre d'information et de ressources sur les drogues et dépendances (CIRDD) Alsace—membre cooptée en décembre 2022
M. Nicolas CAUCHI-DUVAL	Maitre de conférence, Unistra, Directeur adjoint de l'Institut de Démographie de Strasbourg
Madame Emmanuelle DRAB-SOMMESOUS	Directrice Accompagnement et Développement - ATMO Grand Est
Mme Anne FRAIPONT	Vice-Présidente du Conseil départemental des Ardennes, Maire de Le Mont Dieu (Les Ardennes), Secrétaire-Adjointe de l'ORS Grand Est
Mme Nadège HORNBECK	Vice-Présidente de la Région Grand Est
M. Gérard HOUOT	Ex-Président CROI Lorraine, Président de l'Association Amitiés Tsiganes Premier Vice-Président de l'ORS Grand Est
M. Joseph KLEINPETER	Ancien directeur de l'ASPA puis d'ATMO Grand Est. —membre coopté en décembre 2022
M. Joseph LOSSON	Directeur honoraire de la CPAM du Bas-Rhin Trésorier de l'ORS Grand Est
Pr Nicolas MEYER	Professeur des universités – Praticien hospitalier - Pôle de Santé Publique - Santé au Travail - Hôpitaux Universitaires de Strasbourg Secrétaire de l'ORS Grand Est
Dr Céline MONGARET	Pharmacienne MCU-PH à la Pharmacie hospitalière du CHU de Reims
Pr Jean-Yves PABST	Professeur des universités, Droit et économie pharmaceutiques, EA 7307, Centre d'études internationales et européennes, Faculté de pharmacie, Université de Strasbourg Président de l'ORS Grand Est
Mme Marie-Odile SAILLARD	Directrice Générale du Centre Hospitalier Régional de Metz-Thionville
Docteur Nicole SCHAUDER	Médecin de santé publique, ex Directrice de l'IREPS Alsace, formatrice en promotion de la santé

LES MEMBRES DU BUREAU

Pr Jean Yves PABST	Président
M. Gérard HOUOT	Vice-Président
M. Joseph LOSSON	Trésorier
	Trésorier-adjoint (poste vacant)
Pr Nicolas MEYER	Secrétaire
Mme Anne FRAIPONT	Secrétaire-adjointe



BAS-RHIN



Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement



Direction régionale
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités





2

LES FAITS

MARQUANTS

« 40 ans d'observation »

1981 création de l'Observatoire régional de la santé et des affaires sociales en Lorraine (Orsas)

1983 création de l'Observatoire régional de la santé d'Alsace (Orsal)

Né de la fusion de ces deux entités, l'ORS Grand Est poursuit sa mission de témoin de l'évolution de l'état de santé des habitants et des déterminants de la santé en Grand Est.

« La journée des ORS sur la thématique « santé travail » (cf. page 22)

« Clap de fin pour le projet Interreg PSICOCAP »

Le 9 décembre s'est tenue la journée de clôture du projet Psicocap débuté trois ans plus tôt. Cette journée a permis d'échanger sur la comparaison des données françaises et belges et leur utilisation dans une zone frontalière. L'objectif de ce projet était de mieux comprendre la situation du handicap psychique pour guider les politiques dans la compréhension du handicap psychique et de sa prise en charge.

Autre temps fort de cette dernière année : Les Journées d'Etudes sur le Handicap Psychique (les JEHPsy) à Reims les 8, 9 et 10 septembre 2022.

S'inscrivant dans la dynamique initiée par la Fnors, l'ORS Grand Est se lance sur les réseaux sociaux avec le lancement de sa page LinkedIn, permettant un relai supplémentaire pour la visibilité de ses travaux.

« La création de la page LinkedIn de l'ORS Grand Est »

« Journée inspirante sur la santé des jeunes en Grand Est »

Organisée par la Région Grand Est, une journée inspirante sur la santé des jeunes s'est tenue le 24 février 2022. L'ORS Grand Est était présent à la table ronde d'ouverture des échanges, aux côtés d'autres grands témoins. L'après-midi était consacré à des ateliers pour identifier des sujets prioritaires, à approfondir lors des Assises de la santé des jeunes en octobre, point de départ d'un plan d'actions dédié.

« Expertise au sein du PRSE3 »

L'ORS a présenté les résultats de l'enquête santé environnement, enquête qui avait été lancée par la DREAL à l'occasion du bilan du Plan régional santé environnement 3 (PRSE3). L'ORS a également été associé à l'élaboration du PRSE4.

Un travail conduit en 2021 et 2022 autour d'un Diagnostic local de santé (DLS) socle a abouti à la réalisation d'un guide pratique et de documents annexes pour accompagner les acteurs sur le terrain.

« Webinaire de présentation du guide DLS socle »

Ce guide a fait l'objet d'une présentation en webinaire réunissant plus de 100 personnes, collaborateurs de l'Agence Régionale de Santé mais aussi coordinateurs de CLS et de CLSM. Un des outils particulièrement attendu est un tableau d'indicateurs susceptible d'apporter un premier regard synthétique et global sur l'état de santé et les principaux déterminants de la santé des habitants du territoire

« La Charte télétravail »

Plusieurs réunions de travail du CSE et des temps de consultations et échanges avec l'équipe ont permis d'aboutir à la rédaction d'une charte télétravail de l'ORS Grand Est. Modalités de sollicitation, aménagement d'un espace adapté, jour préférentiel pour une vie d'équipe, mais aussi rappel des conditions de santé et de sécurité, les différents articles ont permis de poser le cadre retenu pour un télétravail optimal.

La première journée des ORS s'est tenue en 2022

Un moment de rencontre

Cette journée, qui sera désormais prévue tous les 2 ans, vise à mettre en lumière et faire connaître les travaux du réseau des ORS auprès de différents partenaires, institutions et organisations régionales ou nationales. Elle est organisée autour d'une thématique choisie par le Bureau de la Fnors. Cette journée est complémentaire du séminaire des ORS et de la Fnors, qui constitue, quant à lui, un moment de rencontre et de mise en commun entre les différents ORS et la Fnors. Organisé tous les deux ans, le prochain séminaire, est prévu en novembre 2023 à Besançon.

Une première journée dédiée à la santé au travail

L'ORS Grand Est a participé à la **1ère journée des ORS sur la thématique "La santé au travail", le Mardi 15 novembre 2022**, à la fois dans la modération de l'une des sessions et aussi dans la préparation collaborative d'une intervention consacrée au dispositif MCP (Maladie à Caractère Professionnel).

Cette journée des ORS, qui s'est déroulée dans les locaux du FIAP (Paris 14ème), a réuni plus de 80 personnes intéressées par la thématique retenue pour cette journée.



Le réseau des ORS s'est mobilisé pour présenter et favoriser le partage d'expertises sur les multiples travaux, études et dynamiques régionales et inter-régionales qu'il développe en lien avec ses partenaires en santé-travail.

Les interventions portaient notamment sur :

- Des outils, indicateurs, dispositifs de surveillance spécifiques (ex: tableaux de bord, étude sur les inaptitudes)
- La place des ORS dans les systèmes de surveillance nationaux (MCP et Evrest)
- La présentation de plusieurs études thématiques :
 - ⇒ Conditions d'emploi et parcours de soins : recherche des singularités hommes-femmes face aux souffrances mentales
 - ⇒ Prévention et reconnaissance des cancers cutanés attribuables à l'exposition solaire professionnelle à La Réunion
 - ⇒ COMETE : « COvid, MEtiers, Territoires » le risque de Covid-19 en milieu professionnel et en fonction du territoire d'habitation
 - ⇒ L'aide à domicile en Nouvelle-Aquitaine : Regards croisés



L'ensemble des présentations est disponible au téléchargement : <https://www.fnors.org/1ere-journee-des-ors-sante-travail-ressources/>

Cette journée a également été l'occasion de **diffuser le numéro 4 de la revue *Épitomé* et sa revue bibliographique**, spécialement consacré à la santé au travail, numéro auquel l'ORS Grand Est a également activement contribué : <https://www.fnors.org/epitome/>

En 2022 on fête les 20 ans du Réseau REIN

Un événement à l'occasion des 20 ans du registre



Du 4 au 7 octobre 2022 a eu lieu à Rennes la 7^{ème} édition du congrès de la Société Francophone de Néphrologie Dialyse et Transplantation (SFNDT). Le Réseau REIN était notamment à l'honneur lors de cette occasion et a fait l'objet de présentations montrant l'importance du registre pour la prise en charge des patients aussi bien sur le plan thérapeutique ou épidémiologique que dans la planification de l'offre de soins.

L'ORS Grand Est y était représenté par la présence de Sabrina Boime et Nadia Honoré, membres actives de la cellule épidémiologique REIN Alsace.

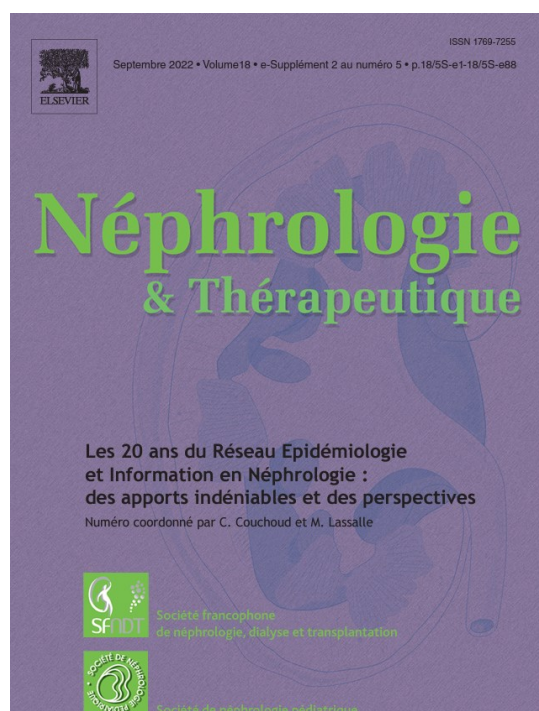
Une publication nationale

A l'occasion du Congrès, le registre a publié son rapport annuel dans la revue Néphrologie

& Thérapeutique de la Société Francophone de Néphrologie, Dialyse et Transplantation (<https://rebrand.ly/y8xjc4f>) ; Néphrologie & Thérapeutique, Volume 18, Issue 5, Supplément 2, 2022.

L'ORS Grand Est a plus particulièrement contribué à « **REIN, un outil au service de la veille sanitaire : exemple de l'épidémie au SARS-CoV-2** ».

Résumé : À l'occasion des 20 ans du REIN (Réseau Epidémiologie et Information en Néphrologie), un travail de synthèse sur les apports du registre a été mené. Sur la question de son rôle dans la veille sanitaire, les messages clés suivants ont été retenus. La crise sanitaire récente a permis de montrer l'adaptabilité et l'agilité du registre. Grâce à un réseau humain en place et organisé depuis de nombreuses années et la possibilité de faire évoluer rapidement le système de recueil, le registre a été en mesure de fournir dès le 30 mars 2020 des informations sur le nombre de personnes dialysées infectées par le nouveau SARS-Cov-2. L'utilisation de REIN comme outil de veille sanitaire et d'aide à la décision en ces temps de décisions empiriques est apparue comme un enjeu stratégique.



3

NOS ETUDES



L'évaluation d'une action, d'un programme, d'une politique de santé publique est aujourd'hui incontournable. Dès le dépôt d'un dossier de financement, il est demandé aux « porteurs de projet » de quelle manière ils vont évaluer leur action. Il n'existe pas de définition unique sur l'évaluation, mais on peut considérer que l'évaluation est « un processus d'analyse quantitatif et/ou qualitatif qui consiste à apprécier soit le déroulement d'une action, d'un programme, soit à mesurer leurs effets.

Lors d'une évaluation il s'agit de recueillir des données, de les analyser et de proposer des recommandations. L'ORS Grand Est, dans ses missions d'aide à la décision, participe régulièrement à alimenter des travaux d'évaluation.

2022, EN BREF ...

Dénormaliser le tabac dans les espaces publics : les espaces sans tabac dans le Bas-Rhin

Financements : Ligue Nationale contre le cancer - comité départemental du Bas-Rhin
Le Comité du Bas-Rhin de la Ligue contre le cancer s'engage depuis 2014 dans le développement des Espaces sans tabac (EST). Dans ce contexte de dénormalisation du tabac, la Ligue 67 porte - pour les années 2021-2024 - un projet visant à accompagner les communes dans la dynamisation des espaces labellisés EST. L'ORS accompagne la Ligue 67 dans le recueil de données structurées et leurs analyses pour assurer la documentation, le suivi et l'évaluation du projet. En 2022, l'ORS a pu transmettre des données de morbidité et mortalité liées au cancer dans le Bas-Rhin; par ailleurs, l'ensemble des réunions de lancement avec les communes pilotes a donné lieu à une synthèse présentée en COPIL (février 2023).

Evaluation de l'action CAAPS 4 : conseils et accompagnement pour agir en promotion de la santé auprès des jeunes

Financements : ARS Grand Est
S'appuyant sur les résultats de l'évaluation de CAAPS 3, la présente évaluation se concrétise par un transfert de compétences à l'équipe, de manière à conduire son auto-évaluation pour les années scolaires 2021/2022, 2022/2023 et

2023/2024. La première année du CPOM a ainsi fait l'objet d'une note synthétique présentant l'activité réalisée et des points d'amélioration identifiés.

Par ailleurs, l'expérimentation d'un volet spécifique lié au bien-être des élèves et déposée auprès des financeurs en fin d'année 2022 - fera l'objet d'une évaluation externe classique par l'ORS (en 2023 et 2024).

Définition et contours d'un DLS socle

Financements : ARS Grand Est
Présenté en juillet 2022 à l'occasion d'un webinaire réunissant des coordinateurs et animateurs territoriaux de l'ARS engagés dans des contrats locaux de santé (CLS) et contrats locaux de santé mentale (CLSM), un guide pratique lié à l'étape du diagnostic vient complété d'autres outils mis à disposition par l'ARS aux acteurs de terrain. Le guide se structure autour de quatre parties : définir et poser les objectifs, cadrer et piloter, accompagner la réalisation, s'appropriier les résultats d'un DLS. Trois outils viennent compléter le document.

Relais Seniors

Financements : IREPS Grand Est
Porté par l'IREPS et soutenu par la Conférence des Financeurs de la prévention et de la perte d'autonomie des personnes âgées du Bas-Rhin, ce projet vise à prévenir la perte d'autonomie des seniors GIR 5 et 6 en favorisant le lien social. Les portraits de territoires débutés en 2020 ont été finalisés. Les travaux se sont poursuivis sur de nouveaux territoires en lien avec le développement du projet.

Au travers de ses travaux, l'ORS peut s'intéresser en particulier à différents publics. Il s'agit alors de collecter, d'analyser différents éléments d'information, la plupart du temps orientés vers de l'aide à la décision.

2022, EN BREF ...

Etude sur la dénutrition des personnes âgées vivant en Ehpad

Financements : ARS Grand Est

Le protocole initial prévoyait la réalisation d'une enquête quantitative via un questionnaire auprès de tous les établissements concernés, suivie d'une enquête qualitative auprès d'un échantillon d'établissements. Il n'a pu être mis en œuvre en raison de la situation sanitaire. Les modalités d'enquête ont donc été modifiées avec une adaptation de l'approche de terrain. Les résultats de cette pré-enquête issus de la visite et de la réalisation d'entretiens auprès de onze EHPAD et leurs professionnels ont permis de mettre en évidence que la lutte contre la dénutrition a connu des évolutions importantes et positives depuis une dizaine d'années (mises en place de procédures, nouvelles pratiques, recommandation HAS). Elle a permis également de mettre en avant des problématiques souvent citées dans la lutte contre la dénutrition telles que la santé bucco-dentaire, ou encore le manque de disponibilité des médecins traitants pouvant retarder une prise en charge de la dénutrition.

Etude sur les usagers des dispositifs LHSS LAM ACT

Financements : ARS Grand Est

La dernière brique de l'étude a pu être relancée fin 2022 et conduite au premier trimestre 2023 : les trois équipes approchées ont organisé la rencontre d'une chargée d'études avec des résidents volontaires pour témoigner de leur parcours. Ces échanges constituent le matériau principal de l'étude, restitué et analysé à l'appui des autres matériaux constitués précédemment et de l'implication des professionnels (focus group, lecture de dossiers, entretiens et échanges informels).

Participation au dispositif épidémiologique REIN en Alsace

Financements : Agence de la Biomédecine

Cf. page 23 notamment et

[Rapport REIN données 2019 en ligne](#)

[Numéro spécial de Néphrologie & Thérapeutique : « Les 20 ans du Réseau Epidémiologie et Information en Néphrologie : des apports indéniables et des perspectives »](#)

Réalisation et exploitation de bilans de santé d'enfants de 3-6 ans vivant dans les camps de Syrie

Financements: USSOM (Union des Organisation de Secours et de Soins Médicaux)

L'ORS a été sollicité afin d'évaluer la prévalence des pathologies parmi les enfants de 3 à 6 ans vivant dans des camps de réfugiés en Syrie, et ainsi participer à identifier les besoins de prise en charge prioritaires. Pour ce faire, un questionnaire en ligne découpé en sept parties, a été mis en place et renseigné en Syrie par les équipes médicales lors des examens de santé. Cette étude a été finalisée en 2022.

Identifier, quantifier et réduire les inégalités sociales et environnementales de santé du nouveau-né

Financeurs : IRESP

L'ORS a finalisé le travail relatif aux indicateurs à mobiliser dans le cadre de ce projet multi-partenaires visant à étudier la santé périnatale sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg. Les données concernant les nouveau-nés ont fait l'objet d'une demande spécifique auprès des DIM courant 2022 et seront colligées par le CNRS aux données existantes dès obtention des droits nécessaires.

Etat des lieux sur l'activité physique et sportive des adultes en situation de handicap vivant hors établissements médico-sociaux

Financements : Ministère des Sports, Agence nationale du Sport, Comité paralympique

Ce projet porté par l'Onaps, la FNORS et les ORS Bretagne, Grand Est, Normandie, Nouvelle-Aquitaine et la Réunion, vise in fine à améliorer les actions en faveur de la pratique sportive des personnes en situation de handicap (PSH). En 2022 les résultats d'un questionnaire à destination des PSH de cinq départements français ont pu être analysés, permettant de dégager des tendances dans les freins et les leviers à la pratique des PSH.

Parcours des patients précocement atteints de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées

Financements : ARS Grand Est

Contexte

La maladie d'Alzheimer et les maladies apparentées — maladie à Corps de Lewy, dégénérescence lobaire fronto-temporale — sont identifiées comme des problématiques de santé publique depuis 2008, dans différents plans et feuilles de route nationaux, déclinés en région. En Grand Est, l'Agence Régionale de Santé a souhaité mettre la focale sur les patients diagnostiqués ou ayant eu des symptômes avant 65 ans.

Cette étude a pour objectif de mieux connaître les parcours des personnes atteintes de ces maladies : comprendre ce qu'elles produisent dans la vie des patients et de leurs proches et comment ces derniers s'adaptent aux évolutions, et aux nouvelles contraintes. Il s'agissait plus particulièrement d'identifier les difficultés et les besoins touchant différents domaines de la vie.

Méthode

Pour atteindre ces objectifs nous avons mis en œuvre plusieurs outils : une revue de littérature des dispositifs de prise en charge existants ; des entretiens avec trois professionnels travaillant dans des Maisons pour l'Autonomie et l'Intégration des Malades Alzheimer (MAIA) de trois départements ; des entretiens avec dix-huit personnes malades et vingt-et-un proches, en individuel ou en groupe.

Bien que perturbées par l'épidémie de Covid-19, les différentes phases de l'enquête ont pu être menées à bien.

Résultats

Au-delà de la singularité des histoires de vie, nous avons pu mettre en évidence des similitudes dans les besoins et les difficultés rencontrées, tout en comprenant que ceux-ci sont aussi fonction des ressources mobilisables par

les patients et leurs proches, qu'elles soient économiques, sociales ou culturelles.

Ces résultats peuvent être rapprochés en deux grands axes : l'un relatifs **aux décalages temporels dans les parcours ; l'autre au rôle d'aidant.**

Les décalages temporels dans les parcours des patients se manifestent dans l'accès tardif au diagnostic, du fait soit d'un recours tardif à une consultation ; soit d'un diagnostic préférentiellement orienté vers d'autres pathologies aux symptômes semblables et plus probables au vu de l'âge des patients. Il existe également des décalages entre le suivi médical, mais aussi dans l'accès aux dispositifs d'aides, au vu de l'évolution rapide des symptômes. Il existe enfin des décalages liés à l'acquisition d'un nouveau statut — celui de malade — et les reconfigurations identitaires qui y sont liées.

En ce qui concerne le rôle d'aidant, il est pris en charge - et/ou imposé - à l'un ou l'autre des proches. Cette personne doit alors reconfigurer son rôle au sein de la famille, ce qui est d'autant plus difficile dans le cas des patients jeunes, puisque très souvent ces proches travaillent. Bien souvent les aidants se sentent seuls pour faire face à une multitude de nouvelles activités mais aussi, et peut-être surtout, dans la responsabilité vis-à-vis des décisions en termes de suivi médical, administratif et dans les décisions à prendre au quotidien. Cette solitude se teinte d'un sentiment de culpabilité exacerbé dans les décisions à prendre lors de la diminution de l'autonomie du patient, d'autant plus que les structures de prises en charge sont peu nombreuses et semblent parfois peu adaptées aux besoins des patients jeunes.

Axes d'amélioration

A partir de ces résultats et des discussions avec les membres du Comité de pilotage de l'étude (composé des professeurs travaillant dans les centres mémoires, mais aussi de représentants d'associations de patients et de travailleurs sociaux), l'ORS Grand Est a proposé quatre axes d'amélioration des parcours :

Axe 1 : Le suivi du parcours

A travers notamment la mise en place d'un interlocuteur unique qui accompagne

patients et leurs proches ; ainsi qu'une trame de parcours.

Axe 2 : Un diagnostic plus précoce

En priorisant l'accès au diagnostic des patients jeunes, mais aussi en sensibilisant la population générale et les professionnels de santé (médecins généralistes et médecins du travail notamment).

Axe 3 : Maintenir les liens sociaux

A travers des groupes de malades jeunes, des programmes d'ETP, ou encore des activités physiques adaptées ou spécialisées.

Axe 4 : Prise en charge de la dépendance

A travers des habitats collectifs de petite taille, en lien avec les professionnels de santé du territoire et en fonction des configurations locales.

Valorisation

Les résultats de cette étude ont fait l'objet d'un rapport et d'une synthèse qui ont pu alimenter les réflexions d'un groupe de travail national sur la question.

Ils ont été présentés aux personnes qui ont participé à l'enquête, ainsi qu'aux professionnels du réseau des centres mémoires de Lorraine.

Vous pouvez retrouver le rapport, la synthèse, ainsi qu'une vidéo de présentation des résultats sur notre site internet :

Le [rapport](#) et la [synthèse](#) sont disponibles en ligne.

Les travaux de diagnostics et d'observation participent à une meilleure connaissance des populations, de leur état de santé, mais éclairent également sur d'autres facteurs qui influent sur cet état de santé.

Ces travaux visent à recueillir, analyser, approfondir différents éléments et peuvent faire appel à des outils quantitatifs et de démarches qualitatives. Ils permettent une observation à l'échelle locale et alimentent les réflexions des acteurs.

2022, EN BREF ...

Etat des lieux des ressources mobilisables en matière d'Activité Physique et Sportive à des fins de santé pour tous en Grand Est

Financements : ARS Grand Est

Dans le cadre de la poursuite de sa politique en matière de d'activité physique et sportive à des fins de santé, l'ARS Grand Est a sollicité l'ORS afin de travailler sur la mise en place d'un diagnostic. Avant d'engager des travaux sur l'élaboration d'un outil, la première étape a consisté à définir le cadre et les éléments qui constituerait cet état des lieux. Ces éléments ont été définis lors d'échanges avec le COPIL constitué d'acteurs du champs de la santé et du sport. Ces travaux ont abouti à une feuille de route, transmise à l'ensemble des partenaires. Une nouvelle proposition portant sur la mise en œuvre de cette dernière est actuellement en cours.

Vaccinations contre la Covid-19 en Grand Est—Regards croisés des habitant·es et des professionnel·les de santé

Financements : ARS Grand Est

Suite aux constats de disparités territoriales en matière de vaccination contre la Covid-19, l'ORS a été sollicité afin d'apporter des éléments de compréhension sur le processus de décision et ainsi alimenter la réflexion concernant des leviers d'actions possibles en matière de vaccination. La réalisation de l'étude a pu être menée à son terme en 2022. La validation des résultats est prévue en 2023.

Ce travail avait pu être [présenté](#) aux Rencontres Santé publique France de 2022.

Analyse des rapports d'activité des CLAT, CV et CEGIDD

Financements : ARS Grand Est

Cette étude actuellement en cours de finalisation a pour objet l'exploitation des bilans d'activité 2020, 2019 et 2018 des CLAT, CV et CeGIDD du Grand Est afin de décrire l'organisation sur le territoire (répartition territoriale, public accompagné, actions et moyens des centres, ...).

Afin de répondre à des interrogations qui pourraient émerger lors de l'exploitation des rapports d'activités, des "experts" de chaque type de structure sont consultés pour discuter des résultats et compléter les données.

COPROSEPAT : Coopération transfrontalière en promotion à la santé et éducation du patient en milieu rural

Financements : Feder (projet Interreg V France-Wallonie-Vladeren)

Depuis 2019, l'ORS Grand Est était investi dans le projet transfrontalier COPROSEPAT qui s'est clôturé à la fin de l'année 2022.

Consultez le [communiqué de presse](#) de l'événement de clôture du 2 décembre et les [différentes présentations](#).

En cette dernière année, l'ORS a mis à jour une partie des indicateurs socio-sanitaires présents dans le tableau de bord et le portrait de territoire (module 3) et a produit le rapport « [L'ETP, une pratique coopérative et productrice d'un savoir partagé entre les acteurs](#) » du module 4 dont il avait également la charge.

Site : <https://coprosepap.eu/>

COSAN : Coopération transfrontalière en santé dans la Grande Région

De même ce projet européen de la programmation Interreg V, cette fois ci de la Grande Région est arrivé à son terme en décembre 2022 . Un [événement de clôture](#) a aussi été organisé le 6 décembre 2022.

Cette année, l'ORS a réuni des producteurs de données de santé des 5 régions de la Grande Région pour réfléchir aux recommandations à faire pour la mise en place d'un Observatoire transfrontalier de la Santé de la Grande Région. Des recommandations ont été rédigées et un premier diagnostic territorial a été réalisé.

Parcours surpoids et obésité de l'enfant : diagnostic de la prévalence et de l'offre de prise en charge par département en Grand Est

Financements : ARS Grand Est

Devant le constat du peu de données homogènes et fiables disponibles à une échelle infra-nationale, l'ARS a sollicité l'ORS en vue d'identifier des données mobilisables. Cette étude a été mise en attente puis relancée courant 2023, dans un calendrier de travail cohérent dans la feuille de route surpoids/obésité. Il s'agit de pouvoir sensibiliser l'ensemble des professionnels du territoire concernés par la prise en charge des jeunes et de pouvoir faire connaître les ressources sur le territoire.

Exploitation des données des bilans infirmiers réalisés en classe de 6ème en Alsace

Financements : ARS Grand Est

Dans le cadre d'une convention avec l'Education Nationale et l'Agence Régionale de Santé, l'ORS exploite des indicateurs de santé portant sur les élèves de 6ème. Depuis 2014, l'outil L2S permet d'avoir, pour le territoire alsacien, une observation de l'état de santé des élèves des classes de 6ème, mais aussi de suivre l'évolution des comportements de santé.

Consultez le [rapport](#) en ligne

Observatoire Local de Santé de l'Eurométropole de Strasbourg

Financements : Eurométropole

L'Observatoire local de santé de la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg vise à connaître et améliorer la connaissance de l'état de santé des habitants du territoire. Les travaux de 2022 ont porté sur l'élaboration de fiches et d'infographies sur différents volets que sont l'offre de soins, la mortalité, la santé scolaire et la Protection maternelle et infantile, dont la finalisation de la mise à jour est en cours.

Réalisation de diagnostics territoriaux feuille de route « lutte contre le cancer »

Financements : ARS Grand Est

Dans le cadre de la feuille de route régionale de lutte contre le cancer de l'ARS Grand Est, l'ORS a été sollicité afin de réaliser des portraits territoriaux à l'échelle des départements. Il s'agit de traiter et analyser les mêmes don-

nées que celles produites dans le cadre de l'état des lieux régional. A savoir des données relatives à la démographie, l'environnement social, l'état de santé, l'offre de soins et les activités en lien avec la cancérologie. Les documents produits pour chacun des départements sont en cours de validation.

Etat des lieux territorialisé de l'offre de soins et accompagnements à destination des personnes en situation de précarité

Financements : ARS Grand Est

Dans le cadre de la politique de « lutte contre les inégalités de santé » du Ségur de la santé et de la gouvernance régionale de réduction des inégalités sociales et territoriales en santé (ISTS) installée en novembre 2021 et co-pilotée par l'ARS Grand Est et Madame la

Commissaire à la lutte contre la pauvreté, nous avons été missionnés pour réaliser un premier état des lieux territorialisé des dispositifs existants à destination des personnes en situation de précarité.

Il s'inscrit dans une démarche plus globale qui vise à améliorer la coordination et le maillage de l'offre de santé et l'offre de services destinées au public en situation de précarité et ainsi à réduire les ISTS, tout en favorisant un parcours sans rupture pour les personnes et en facilitant leur retour au droit commun.

Cartographie de diagnostics territoriaux sur l'offre de programmes d'ETP en Grand Est

Financements : ARS Grand Est

Contexte et objectifs

Dans le cadre de la rénovation de sa politique de déploiement de l'Education thérapeutique du patient (ETP), l'Agence régionale de santé (ARS) Grand Est a souhaité fournir des éléments de diagnostics territoriaux de l'offre ETP en région.

Sont présentés, via un outil cartographique semi-dynamique, par pathologie chronique, des cartographies pour rendre visibles :

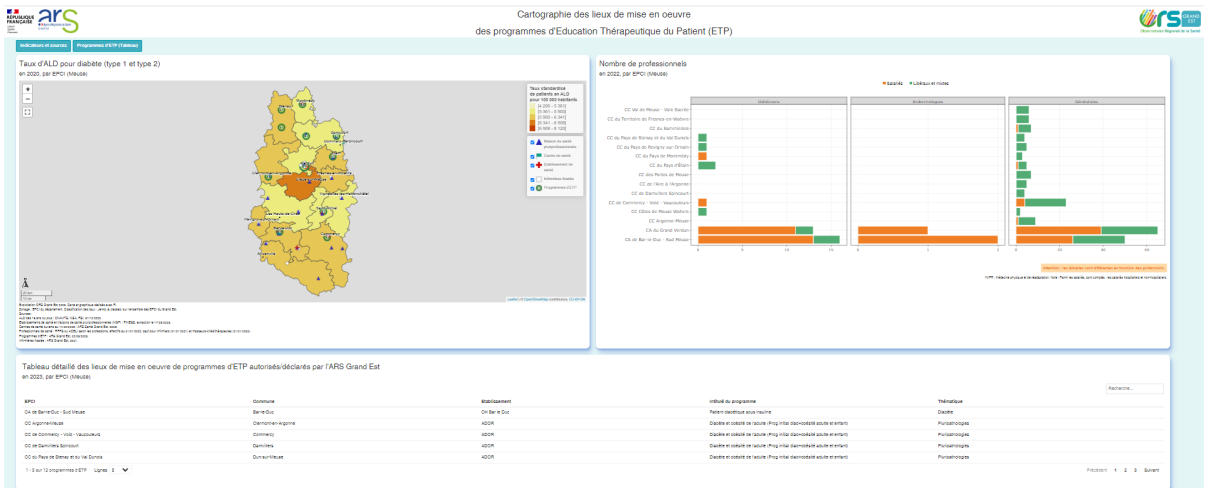
- Les lieux de mise en œuvre actuels des programmes ETP
- L'offre en professionnels de santé implantés sur les territoires

- Les effectifs de patients pouvant potentiellement bénéficier d'ETP, à partir des données d'Affections longue durée (ALD)

Méthodes

Pour chacune des 16 ALD alors retenues dans ce diagnostic étaient ainsi disponibles : une carte par département du Grand Est et une carte régionale, soit un total de 176 cartes (disponibles en juillet 2022 et depuis remises à jour en mai 2023 pour 15 ALD cette fois). Les données sont représentées à l'échelle des EPCI. Outre les lieux de mise en œuvre des programmes d'ETP, sont également représentés : les nombre et taux standardisés de patients, le tableau détaillé des programmes d'ETP, la localisation des établissements de santé, maisons de santé pluriprofessionnelles et centres de santé, les lieux d'exercices des infirmières Asalée (pour les pathologies concernées par ce dispositif), le nombre de professionnels de santé libéraux-mixtes et salariés.

Les cartographies sont disponibles sur le site : <https://ors-ge.org/diagnostics-etp>



Mise à jour des portraits EPCI

Financements : ARS Grand Est

Contexte

En 2018-2019, l'ORS Grand Est avait réalisé des portraits EPCI du Grand Est. Ces portraits consistaient en des tableaux comprenant 65 indicateurs déclinés sur les 149 EPCI. Ces tableaux recouvraient les thèmes suivants : présentation du territoire, environnement, cadre et accessibilité, état de santé et populations spécifiques. Depuis le 1er janvier 2022 et la création de de la Communauté de communes Gérardmer-Hautes-Vosges, la région compte 150 EPCI.

Objectifs

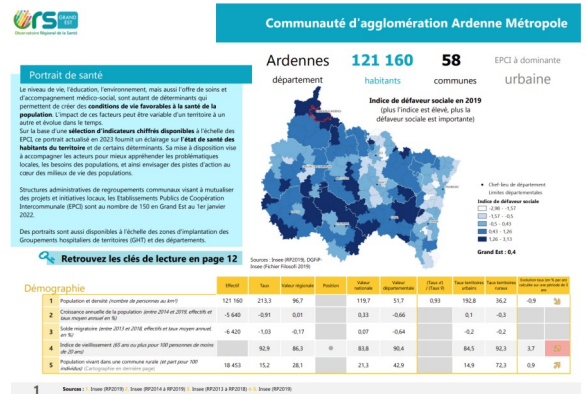
L'objectif de ce travail est de mettre à jour les portraits EPCI réalisés en 2019. Cette mise à jour est l'occasion de modifier la liste des indicateurs, de s'appuyer sur de nouvelles sources de données (ex : Cartographie des pathologies dans le Système national des données de santé) et de décliner les thèmes en général abordés dans les Diagnostics locaux de santé (DLS) notamment. Ces portraits sont également déclinés par zones d'implantation des groupements hospitaliers de territoires (GHT) et départements.

Méthodes

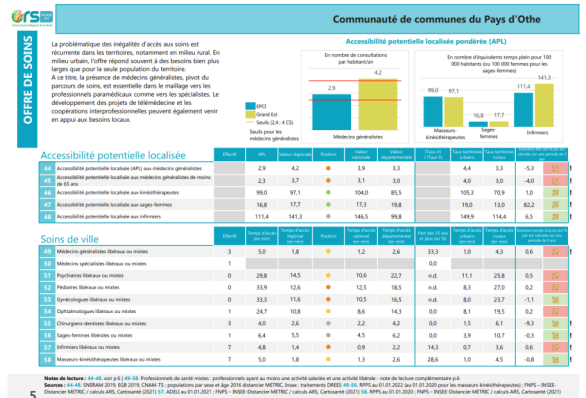
Le portrait est constitué de tableaux d'indicateurs comparant pour chacun d'entre eux, la valeur du territoire avec la valeur départementale, régionale et nationale. Il comprend également un rapport entre le taux masculin et le taux féminin, la valeur des territoires urbains et ruraux. Des puces de couleur permettent de donner une indication quant au positionnement du territoire dans la région au regard des autres territoires et des éléments d'évolution sont également disponibles. Des infographies présentent quelques indicateurs clés pour chaque thématique (ex : diagramme en barre sur l'accessibilité potentielle localisée pour la thématique d'offre de soins). Des éléments méthodologiques ainsi que des notes de lecture viennent également compléter les portraits.

Résultats

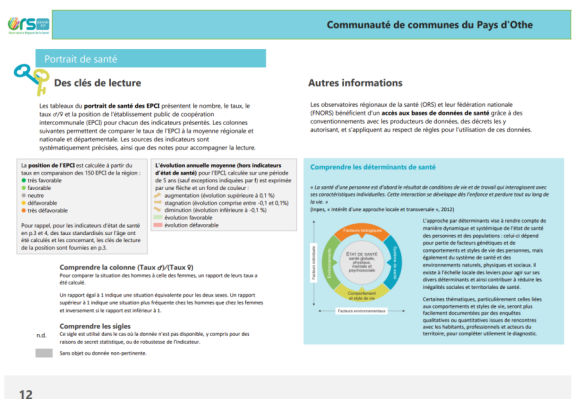
Ex : page introductive, thématique démographie et cartographie de l'indice de défaveur sociale



Ex : Page offre de soins avec infographie sur l'indicateur d'accessibilité potentielle localisée.



Ex : Page dédiée aux clés de lecture (lecture des puces, des éléments d'évolution, etc.)



Retrouvez les [en ligne](#) et bientôt à partir de la page « Mieux connaître mon territoire »

En 1999, l'OMS déclarait lors de la Conférence ministérielle Santé et environnement que « l'environnement est la clé d'une meilleure santé ». D'après l'OMS, « la santé environnementale comprend les aspects de la santé humaine, y compris la qualité de vie, qui sont déterminés par les facteurs physiques, chimiques, biologiques, sociaux, psychosociaux et esthétiques de notre environnement. Elle concerne également la politique et les pratiques de gestion, de résorption, de contrôle et de prévention des facteurs environnementaux susceptibles d'affecter la santé des générations actuelles et futures ».

L'ORS Grand Est s'intéresse aux facteurs environnementaux au titre de leur implication sur la santé humaine des populations.

2022, EN BREF ...

PRSE : Enquête sur la perception par le grand public des enjeux en matière de santé environnementale en Grand Est

Financements : DREAL dans le cadre du PRSE3

Dans le cadre du bilan du PRSE3 (Plan Régional santé environnement 3) et des travaux d'élaboration du PRSE4, le comité d'animation a souhaité mettre en place une nouvelle enquête afin de recueillir les opinions et connaissances des habitants en matière de « santé environnement ». Cette enquête mise en ligne par le comité d'animation était principalement basée sur celle qui avait été menée préalablement au PRSE3. Les résultats exploités par l'ORS Grand Est ont été présentés lors d'un webinaire PRSE le 23 février 2022 et le rapport est disponible au téléchargement.

PRSE : Accompagnement au diagnostic du PRSE4 Grand Est

Financements : ARS Grand Est

L'ORS Grand Est a été sollicité par le comité d'animation du Plan Régional Santé-Environnement (PRSE4) Grand Est afin de l'accompagner dans la mise à jour du diagnostic et d'éléments de contexte en amont du futur Quatrième Plan régional.

Ce document a été partagé en même temps que la consultation publique sur le PRSE4 et est [disponible en ligne](#).

Etude sur la filière des déchets issus des activités de soins à risque infectieux (DASRI)

Financements : ARS Grand Est

Faisant suite aux impacts de la crise sanitaire, ce projet a pour objectif de disposer d'une meilleure connaissance du fonctionnement de la filière des DASRI. Composé de deux volets :

- une approche qualitative (entretiens auprès des acteurs de la filière),
- et une approche quantitative (un questionnaire déployé auprès des établissements de santé et des EHPAD),

les travaux menés en 2022 se sont concentrés sur l'élaboration des supports d'enquête via des travaux de recherche et des entretiens exploratoires, pour un lancement des investigations de terrain en 2023.

« Observatoire de la santé des riverains du projet de centre de stockage de Bure » (OSaRiB)

Financements : Santé publique France, ARS, CLIS de Bure

et « Analyse contextuelle sur les territoires proches des sites ou projets de site potentiellement pollués » (ESSPOL)

Financements : Santé publique France

Les deux projets liés pour partie, doivent pouvoir avancer de manière conjointe et cohérente.

Avec pour but de produire une information sur l'état de santé à un moment T des riverains de sites et sols potentiellement pollués, le projet Esspol a débuté, en 2022, avec la mise en œuvre du terrain dans le cadre de l'Observatoire de la Santé des riverains du site de Bure (OSaRiB) qui vise quant-à-lui à un suivi périodique de cet état de santé.

En 2022, l'OSaRiB a été officiellement lancé lors d'une [réunion publique](#), qui s'est tenue à Bar-le-Duc le 30 septembre.

Les investigations sur le terrain se poursuivent avec notamment le volet [« Vivre sur son territoire »](#)

<https://ors-ge.org/osarib>

Exemples de résultats des travaux PRSE

Des enquêtes d'opinion qui mettent en avant les niveaux déclarés de connaissances, d'estimation du risque et les comportements adoptés par les répondants



A l'heure du bilan du 3^{ème} Plan Régional Santé-Environnement, et préalablement à l'élaboration de son 4^{ème} volet, une enquête a été proposée aux habitants du Grand Est du 1^{er} décembre 2021 au 21 janvier 2022, dans le but notamment d'observer l'évolution de leurs perceptions en matière de santé environnementale depuis une 1^{ère} enquête menée en 2016. Les résultats complets de l'enquête sont disponibles sur le site internet du PRSE Grand Est : <https://www.grand-est-prse.fr/>

(L'enquête d'opinion n'est pas représentative de l'ensemble des habitants de la région Grand Est, mais permet d'approcher au mieux les opinions exprimées par les répondants. Un enjeu pour le PRSE4 Grand Est serait de diversifier les publics répondants en imaginant de nouvelles modalités d'enquêtes par exemple « en allant vers »).



et aussi...

ETUDES ET ENQUÊTES

ENVIRONNEMENT

Santé publique France

PERCEPTIONS DES RISQUES ENVIRONNEMENTAUX ET COMPORTEMENTS EN FAVEUR DE L'ENVIRONNEMENT - PREMIER VOLET

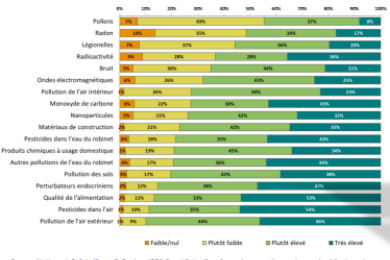
Résultats du Baromètre de Santé publique France 2019

- ✓ Sentiment de bonne information et une perception d'un risque élevé partagé par plus de la moitié de la population pour les thématiques pour lesquelles des messages de prévention ont été diffusés lors de précédentes campagnes, telles que le monoxyde de carbone ou les UV artificiels.
- ✓ Plus les personnes se disaient bien informées, plus elles déclaraient adopter des comportements réguliers en faveur de l'environnement.

Source : Mathieu A. Soullier N. Perceptions des risques environnementaux et comportements en faveur de l'environnement - Premier volet, Résultats du Baromètre de Santé publique France 2019. Saint-Maurice : Santé publique France, 2021, 18 p.

- ✓ Les nanoparticules, le radon, la pollution des sols et la radioactivité sont les thématiques à propos desquelles les répondants se déclaraient le moins bien informés.
- ✓ La pollution de l'air extérieur, les pesticides dans l'air, la qualité de l'alimentation et les perturbateurs endocriniens sont les thématiques considérées comme les plus préoccupantes.
- ✓ Certaines mesures semblent entrées dans les mœurs (comme par exemple le tri des déchets) avec de moins en moins de répondants qui déclarent ne jamais les adopter, alors que d'autres (comme le covotage ou l'utilisation du vélo et des transports en commun) sont moins fréquemment adoptés mais ce qui est sans doute lié aux possibilités sur les territoires ; d'autres semblent en progression (consommation locale, produits biologiques).
- ✓ Un certain nombre de répondants estime que « chacun d'entre nous » peut agir.

« Diriez-vous que les thèmes suivants présentent un risque très élevé, plutôt élevé, plutôt faible ou très faible/nul pour votre santé et celle de votre entourage ? » (n=1 636)



Source : N. Honoré, B. Schepout, E. Garbar (ORS Grand Est) - Enquête sur la perception par le grand public des enjeux en matière de santé environnementale en Grand Est - Rapport, Avril 2022

Une situation sociale plus défavorisée dans les grandes villes et les départements à dominance rurale

Le Grand Est est un territoire contrasté en matière de défaveur sociale avec, d'une part, des grandes villes qui présentent une défaveur sociale marquée, et d'autre part, des communes en périphérie des grandes agglomérations qui présentent des situations plus favorables que ces dernières.

La proximité géographique avec des régions et des pays plus dynamiques joue également un rôle positif sur la situation sociale des territoires du Grand Est. Ainsi on observe des situations plus favorables au sud de la Collectivité européenne d'Alsace, territoire à proximité de la Suisse, mais également en Lorraine dans l'ensemble des territoires du sillon lorrain, ainsi que dans la Meuse ou dans l'Aube.

Les départements les plus ruraux présentent une défaveur sociale plus marquée, à savoir la Meuse et la Haute-Marne, mais aussi les Vosges et les Ardennes. On peut également souligner le fait que, à l'exception des grandes villes, les territoires les plus défavorisés sont ceux qui présentent les densités de population les plus faibles.



La défaveur sociale d'une population peut être approchée par la méthode développée par Rey et al. en 2009 au travers de l'indice Fdep (French Deprivation Index). Les valeurs les plus élevées du Fdep correspondent à la défaveur sociale la plus importante sur le territoire et les plus faibles à la défaveur sociale la plus réduite.

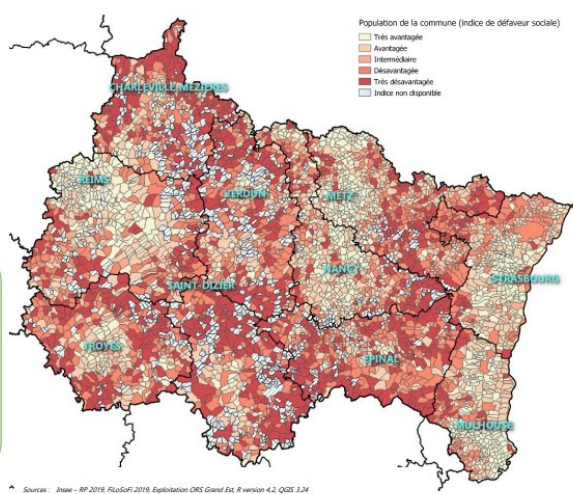
Méthode employée ici : calcul de la résultante de la première composante de l'analyse en composantes principales (ACP) effectuée sur l'ensemble des communes du Grand Est à partir de 4 variables, calculées sur l'année 2019 qui sont :

- le taux de chômage (nombre de chômeurs sur nombre d'actifs)
- le taux d'ouvriers (nombre d'ouvriers actifs occupés sur le nombre d'actifs occupés)
- le taux de bacheliers (nombre de diplômés de niveau baccalauréat au minimum sur la population de 15 ans et plus)
- et le revenu médian disponible par unité de consommation.

L'indicateur Fdep correspond à l'opposé de la somme des variables centrées, réduites. Il est non disponible pour les communes pour lesquelles le revenu médian n'est pas disponible.

Source : Rey G, Angéle E, Fouillet A, Hémond D. Ecological association between a deprivation index and mortality in France over the period 1997-2001: variations with spatial scale, degree of urbanity, age, gender and cause of death. BMC Public Health. 2010;10(1):212-21. doi: 10.1186/1471-2458-10-32. PMID: 19161819. PMCID: PMC2870724

Représentation de la défaveur sociale à l'échelle communale en 2019 (Grand Est)



Source : Insee - RP 2019. Fdep2019. Explication ORS Grand Est, 6 version 4.2. QDS 3/4

En Grand Est, les ménages en situation de précarité énergétique liée au logement résident plus particulièrement dans les départements à dominante rurale



Une personne est considérée comme en situation de précarité énergétique lorsqu'elle a « des difficultés particulières à disposer de la fourniture d'énergie nécessaire à la satisfaction de ses besoins élémentaires en raison de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'habitat » (Loi Grenelle II du 12/07/2010).

Les effets sur la santé sont divers et recouvrent aussi bien des symptômes allergiques, que des pathologies cardiovasculaires ou respiratoires que des effets délétères sur la santé mentale.

En 2018, en Grand Est, 437 457 ménages (17,6 %) sont en situation de précarité énergétique liée au logement, soit plus qu'en France métropolitaine (14,0 %). En région, les parts varient de 14,3 % dans le Bas-Rhin à plus de 23,1 % en Meuse et Haute-Marne. Les départements à dominance rurale sont les plus impactés. A l'échelle de l'EPCI, les différences sont encore plus marquées. Une aggravation de la situation est à craindre au vu notamment de la crise énergétique actuelle.

et aussi...

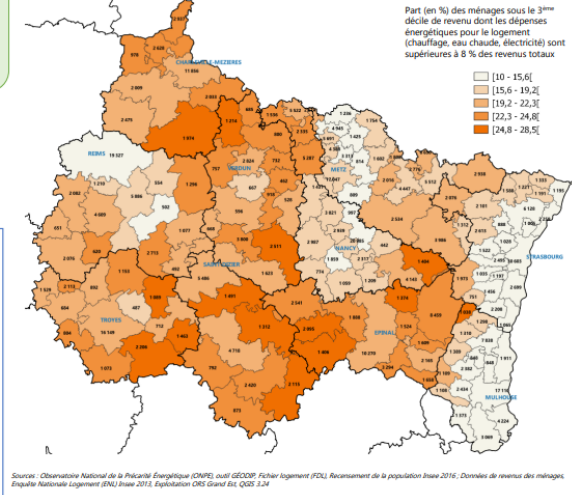
L'habitat indigne recouvre les logements insalubres ou dangereux, qui peuvent présenter des risques pour la sécurité (chute, électrocution, incendie, etc.) ainsi que pour la santé (intoxication au monoxyde de carbone (liée au dysfonctionnement du chauffage), saturnisme (lié à la présence de peintures au plomb dégradées), allergies et problèmes respiratoires liés à l'humidité ou au froid). Le parc privé potentiellement indigne (PPPI) est un outil de pré-épilage des zones à potentiel d'habitat indigne. Il est issu du croisement de données Filocom (Fichier des logements par commune) relative à la qualité du parc des logements privés (classement cadastral) et aux revenus de leurs occupants (ménages sous seuil de pauvreté).

Dans les départements du Grand Est, la lutte contre l'habitat indigne s'organise dans le cadre de pôles départementaux, les PDLH (Pôles départementaux de lutte contre l'habitat indigne) qui réunissent différents acteurs ayant pour vocation d'assurer la mise en œuvre de la politique prioritaire de l'Etat en matière de lutte contre l'habitat indigne. Les PDLH constituent un véritable outil d'intervention : repérage, enregistrement et traitement des situations, sensibilisation et prévention.

En 2013, 75 000 logements étaient potentiellement concernés en Grand Est, soit 3,6 % des résidences du parc privé et touchant 163 000 personnes environ. Les Ardennes et l'Aube sont très touchés en terme de taux de PPPI, ainsi que la Moselle et le Bas-Rhin en nombre de logements cette fois.

Source : Préfet du Grand Est, ARS Grand Est - L'habitat indigne dans le Grand Est - Rapport, Juin 2019. https://www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/201905271556_habit_indigne.pdf

Part (%) et nombre de ménages en situation de précarité énergétique liée au logement par EPCI en 2011 (Grand Est)



Source : Observatoire National de la Précarité Énergétique (ONPE) outil GEODP Fichier logement (FCL) Recensement de la population Insee 2010; Données de revenus des ménages. Équipes Nationale Logement (ENL) Insee 2011. Explication ORS Grand Est, QDS 3/4

L'OMS (1948) définit la santé mentale comme « un état de bien-être qui permet à chacun de réaliser son potentiel, de faire face aux difficultés normales de la vie, travailler avec succès et de manière productive et d'être en mesure d'apporter une contribution à la communauté ».

La mauvaise santé mentale représente une charge de morbidité importante. Elle représente d'après des organismes tels que l'OMS ou l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Economique), une proportion considérable et croissante de la charge mondiale de morbidité. Les troubles sont divers (détresses, souffrances psychiques, mal-être, anxiété, schizophrénie, troubles de l'humeur, psychose alcoolique, etc.) et toutes les populations sont concernées.

Santé mentale

2022, EN BREF ...

Projet Interreg franco-belge Psicocap : pratiques et statistiques intégrées et comparées sur le handicap psychique

Financements : Interreg

L'ORS et l'IWEPS étaient chargés de réaliser le tableau de bord (tableau de données) et le profil de territoire (rédaction et illustration des résultats) en 3 parties :

- Indicateurs socio-économiques
- Epidémiologie du handicap et du handicap psychique
- Offre de soins à destination des personnes en situation de handicap psychique

Au cours de l'année 2022, les deux dernières parties ont été complétées

Consultez [le site dédié](#) et le focus page suivante.

Selon l'OMS (1994), le champ de la « santé environnement » comprend les aspects de la santé humaine, y compris la qualité de la vie générale ou celle au travail. L'Organisation internationale du travail indique que la santé appliquée à l'environnement de travail s'entend comme forme d'organisation matérielle du travail générant soit un bien être de la personne sur son lieu de travail, soit permettant d'écartier tout risque de danger physique et / ou mental pour l'individu. Le rôle de facteurs professionnels dans la survenue de certaines maladies est de plus en plus suspecté.

Santé au travail

2021, EN BREF ...

Participation au dispositif MCP : maladies à caractère professionnel en Grand Est

Financements : Santé publique France, DREETS, en partenariat avec des médecins du travail

Sur les aspects de santé au travail, l'ORS poursuit son activité sur le dispositif national MCP : maladies à caractère professionnel. En 2021 une « quinzaine » de recueil a été organisée en Grand Est. Le travail d'exploitation s'est poursuivi sur les années précédentes en vue de produire une synthèse régionale.

Une plaquette a été mise en ligne sur le site de l'ORS Grand Est début 2022 : « [Surveillances des maladies à caractère professionnel - décembre 2021](#) »

Etude sur les conditions d'emploi et parcours de soins : recherche des singularités hommes-femmes face aux souffrances au travail

Financements : Drees, Dares

Cette étude, menée en collaboration avec les ORS Bourgogne Franche-Comté et Centre Val-de-Loire a pour objectif de repérer ce qui fait « césure » dans les trajectoires de vie professionnelle et qui peut impacter la santé des travailleurs salariés ou libéraux. Les entretiens dans les trois régions cibles de l'étude ont été menés. Cette étude a été finalisée en 2022. Le rapport est en attente de publication.

Psicocap

Financements : Feder (Interreg V France-Wallonie-Vlaanderen)

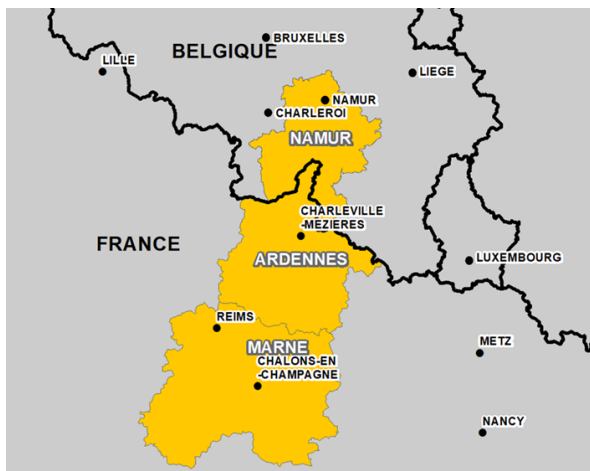
Observatoire des données

PSICOCAP (Pratiques et Statistiques Intégrées et COMparées sur le handiCAP et le handicap psychique) est un projet Interreg V France-Wallonie-Vlaanderen ayant pour objectif de construire un instrument transfrontalier d'observation et d'analyse sur le handicap et, en particulier, sur le handicap psychique.

Il se décline selon 3 axes :

- Recueillir et analyser les données existantes sur le handicap et le handicap psychique, ainsi que sur l'offre de soins (module 3)
- Analyser les pratiques en matière de suivi et d'accompagnement des personnes en situation de handicap psychique
- Organiser des formations et des journées d'études en santé mentale.

Ce projet s'est déroulé de janvier 2020 à décembre 2023 sur la Province de Namur, et les départements des Ardennes et de la Marne. Il a réuni 6 opérateurs partenaires (3 Belges et 3 Français).



L'ORS Grand Est et l'Institut Wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique (IWEPS) ont été chargés de mettre en place un observatoire des données pour réunir et comparer les données disponibles sur le handicap psychique.

Dans un premier temps, un travail a permis de définir le handicap psychique de la façon suivante : Il s'agit de la conséquence de troubles psychiques entraînant la perte ou la diminution d'autonomie et une entrave à la vie so-

ciale. Elle ne correspond pas à déficience intellectuelle, mais elle peut entraîner des troubles cognitifs.

Les données disponibles ont, ensuite, été recueillies, traitées et regroupées en trois grands chapitres :

- Données socio démographiques
- Données épidémiologiques sur le handicap et particulièrement sur le handicap psychique
- Offres de soins destinées aux personnes atteintes d'un handicap psychique.

Les données de chacun de ces trois grands chapitres ont été diffusées par l'intermédiaire de deux types de documents :

- Un tableau de bord permettant de comparer la situation des trois territoires constituant le territoire du projet avec le niveau régional (Wallonie et Grand Est) et le niveau national (Belgique et France).
- Un profil de territoire dans lequel une partie des données du tableau de bord sont commentées et représentées dans des graphiques et cartes.

L'épidémiologie du handicap psychique a principalement pu être réalisée à partir des données de consultations auprès de professionnels de santé libéraux et des hospitalisations.

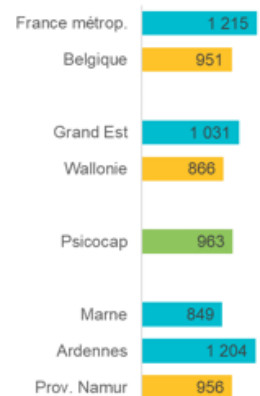
Ces travaux ont mis en évidence la difficulté à comparer la situation entre les deux pays.

Particulièrement en ce qui concerne l'épidémiologie du handicap psychique et d'autant plus que celui-ci n'est pas officiellement reconnu en Belgique.

L'offre de soins s'avère être organisée de façon très différente de chaque côté de la frontière, ce qui rend aussi difficile la comparaison entre les deux pays.

Pour autant des expériences et pratiques se révèlent intéressantes de part et d'autre de la frontière et le partage offre des pistes de réflexion pour améliorer la prise en charge des patients.

Taux standardisés de séjours en hôpital psychiatrique pour 100 000 habitants en 2016-2018



Addictologie

2022, EN BREF ...

Analyse des rapports d'activité des CSAPA/CJC et CAARUD 2020 - 2021

Financements : ARS Grand Est

En continuité avec la précédente enquête portant sur l'exploitation des rapports d'activité 2019 des CSAPA/CJC et des CAARUD, cette enquête a été reconduite pour les RA 2020 et 2021 des CAARUD et des CSAPA du Grand Est. A cette exploitation, un versant qualitatif permettant de prendre connaissance et comprendre les modalités de remplissage des RA standardisés par les structures est en cours de réalisation auprès d'un panel de CSAPA et de CAARUD de la région Grand Est.

CSAPA : Centres de Soins, d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie

CJC : Consultations Jeunes Consommateurs

CAARUD : Centre d'Accueil et d'Accompagnement à la Réduction des risques pour Usagers de Drogues

Recensement des ressources dans le champ de la prévention et promotion de la santé sur le territoire des Ardennes

Financements : ARS Grand Est

L'objectif principal initial de ce projet est d'améliorer et d'apporter une connaissance des acteurs de la prévention, promotion de la santé, des actions, des thématiques, des publics cibles et des territoires dans le département des Ardennes.

Cela devrait permettre d'apporter des éléments de réflexion et de compréhension quant à l'élaboration d'une feuille de route territoriale en matière de prévention de la santé, en cohérence avec la Stratégie nationale de santé et le Plan priorité prévention et, de piloter plus finement la politique de prévention, promotion de la santé dans le département des Ardennes.

Les structures identifiées comme œuvrant potentiellement dans les champs des addictions et des activités physiques et sportives à des fins de santé pour tous ont été contactées par téléphone pour un échange visant à recueillir l'ensemble des actions menées depuis le 1er janvier 2021 sur les Ardennes.

Un outil cartographique semi-dynamique a été développé à partir de la fin 2022 à destinations de la délégation territoriale 08 de l'ARS.

Diagnostic addictologique par département

Financements : ARS Grand Est

Cette enquête actuellement encore en cours a pour objectifs de réaliser un état des lieux territorial addictologique par département et notamment sur :

- Les spécificités du territoire (en terme d'indicateurs, de consommation, de problématique particulière),
- D'offre de prise en charge du territoire existantes (prévention, sanitaire, médico-sociale), - D'actions spécifiques mises en oeuvre (ex : projet dans le cadre d'un appel à projet (AAP), actions expérimentales),
- Eventuels manques ou difficultés.

Pour la réalisation de ce diagnostic, 3 étapes sont proposées :

- le recueil, extraction et traitement de bases de données à disposition permettant de contextualiser le territoire
- la consultation des acteurs de la filière addictologique par entretien téléphonique/ visioconférence permettant d'approfondir les données quantitatives
- La réalisation de focus groupe sur une ou deux thématiques ciblées à partir des éléments des deux premières étapes.

Démocratie en santé

2022, EN BREF ...

Rapport annuel de la CRSA relatif au respect des droits des usagers du système de santé - 2020 et 2022

Financements : ARS Grand Est

Le contexte sanitaire a considérablement perturbé le travail d'évaluation du respect des droits des usagers. Toutefois, l'exercice 2020 (portant sur les données 2019) du Rapport annuel relatif au respect des droits des usagers a été mis en œuvre : la nouvelle mandature de la CRSA a pu valider les avis et recommandations émis par la CSDU lors d'une assemblée plénière en juin 2022.

S'orientant vers un rattrapage des données 2020 et 2021 - années impactées par la crise sanitaire -, l'exercice 2022 a été lancé par la CSDU, accompagnée par l'ORS pour le recueil, l'analyse et la mise en forme des données.

« Ma santé, mes droits : je m'exprime ! » - Consultation des habitants en Grand Est

Financements : Appel à projets « Droits des usagers » 2022 de la CRSA Grand Est, Fonds propres de France Assos Santé Grand Est

Le 28 février 2023, l'ORS Grand Est et France Assos Santé Grand Est ont lancé une consultation grand public en ligne : « **Ma santé, mes droits : je m'exprime !** ». Les habitants de 15 ans ou plus du Grand Est ont été invités à témoigner de leur expérience en santé.



Contexte

En mars 2022, une idée émerge avec France Assos Santé de donner largement la parole aux habitants et de s'appuyer sur leurs expériences—objectivées—pour alimenter les réflexions en matière de démocratie en santé sur les territoires.

Un projet de consultation est déposé dans le cadre de l'appel à projets annuel de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie (CRSA) Grand Est visant à soutenir financièrement des actions relatives au recueil de la parole des usagers ou leur participation directe.

Entre temps, d'autres initiatives sont portées à notre connaissance :

- Le baromètre des droits des usagers a été reconduit en 2022, avec une représentativité régionale (diffusion fin mars 2022, le précédent datait de 2017) ;
- Le Conseil national de la refondation (CNR) Santé est déployé au niveau des cantons et des départements par les services de l'ARS Grand Est : ces temps d'échanges et de co-construction réunissent plus de 1 700 participants (restitution en février 2023).

Des démarches complémentaires qui mettent en lumière l'expérience des usagers tout autant que leur participation pour mieux saisir les actions prioritaires à déployer de manière ajustée aux territoires.

Méthode

Fin d'année 2022, les travaux ont été initiés, avec l'animation d'un groupe projet composé de représentants des usagers et de représentants de l'Agence Régionale de Santé (ARS).

L'ambition portée par cette consultation a été de pouvoir offrir un regard sur la situation régionale en matière de préoccupations et de besoins de santé des habitants et – selon le nombre de réponses obtenues – les situations départementales, nouvel échelon retenu pour la refonte des Conseils territoriaux de santé (CTS).

Cinq thématiques ont été retenues pour structurer la consultation :

- L'accès aux soins
- Les difficultés dans le parcours de soins
- Les droits des usagers en santé
- Les priorités de santé
- Pour mieux vous connaître.

Organisée autour de questions fermées, la trame a également veillé à laisser des réponses plus libres concernant les difficultés dans l'accès aux soins, les besoins identifiés ou les éléments ayant un impact sur leur santé.

Les restitutions envisagées sous forme d'infographies doivent permettre notamment de diffuser une information compréhensible par le plus grand nombre et en premier lieu les habitants ayant répondu à l'invitation.

Participation

Avec un objectif ambitieux de recueillir 5 000 réponses (nécessaires pour des traitements statistiques fins), nous avons largement mobilisé nos réseaux de partenaires. Qu'ils en soient remerciés pour leur accueil très favorable et leurs relais essentiels pour aller au plus proche des habitants !

Après plusieurs semaines de consultation, et une prolongation jusqu'au 5 mai, ce sont plus de 2 100 réponses qui ont été recueillies. Merci aux habitants pour leur participation et leur témoignage !

Cette première expérience est tout à fait satisfaisante et la diversité des répondants nous permet de mettre en lumière des situations particulières au regard de l'accès aux soins et de la connaissance de leurs droits.

Les résultats seront disponibles prochainement sur les sites Internet de France Assos Santé Grand Est et de l'ORS Grand Est.



Observatoire régional de la santé Grand Est (ORS Grand Est)

Siège : Hôpital Civil – Bâtiment 02 – 1^{er} étage
1, place de l'Hôpital – 67091 Strasbourg Cedex

Site de Nancy : 2, rue du Doyen Jacques Parisot
54500 Vandœuvre-lès-Nancy

Tél. : 03 88 11 69 80 / contact@ors-ge.org

Site internet : www.ors-ge.org